



LE CANADA SE SOUVIENT

Les Forces armées canadiennes au Timor-Oriental

INTRODUCTION

Les Forces armées canadiennes ont servi dans bien des régions du monde dans le cadre de missions de paix internationales au cours des six dernières décennies, mais peu de ces missions ont été réalisées aussi loin du Canada que celle du Timor-Oriental, en Asie du Sud-Est, à l'autre bout du monde.

Le personnel canadien y était de 1999 à 2001, d'abord en service dans le cadre d'une mission multinationale d'imposition de la paix sanctionnée par l'Organisation des Nations Unies (ONU) et ensuite dans le cadre d'un effort subséquent, toujours administré par l'ONU, visant à rétablir la paix et la sécurité dans ce pays en difficulté.

TIMOR-ORIENTAL

Le Timor-Oriental, petit pays tropical (ou Timor-Leste comme on l'a nommé officiellement en 2002), se trouve sur l'île de Timor située à plusieurs centaines de kilomètres au nord de l'Australie. C'est un pays pauvre et montagneux d'une superficie d'environ 15 000 kilomètres carrés, soit environ trois fois l'Île-du-Prince-Édouard, dont la population, essentiellement rurale, s'élève à un million de personnes environ.

Le Timor-Oriental a connu de grands bouleversements dans les années 1970, lorsqu'il s'est affranchi du Portugal dont il était une colonie. Il s'agissait alors de savoir s'il allait accéder à l'indépendance ou s'assimiler à l'Indonésie, géographiquement proche. À la fin de 1974,

l'armée indonésienne a lancé une opération secrète afin de créer des conditions qui permettraient à l'Indonésie de s'approprier le Timor-Oriental. En 1975, une guerre civile a éclaté, des milliers de personnes ont fui le territoire pour se réfugier dans la province indonésienne voisine et l'une des principales factions belligérantes a déclaré l'indépendance. L'Indonésie a alors envahi le territoire et en a pris le contrôle. En dépit des résolutions des Nations Unies appuyant le droit de la population du Timor-Oriental à l'autodétermination, le pays est devenu une province indonésienne en 1976. Pendant les années qui ont suivi l'invasion, la résistance armée contre les Indonésiens, la réinstallation forcée et la famine ont causé la mort de plus de cent mille personnes au Timor-Oriental.

Malgré des années d'efforts diplomatiques déployés par les Nations Unies, le Timor-Oriental n'a pu réaffirmer son indépendance avant 1999, soit un an après la démission de Mohammad Suharto, longtemps dictateur de l'Indonésie, et après que s'amorce l'évolution de la situation politique indonésienne. Un référendum supervisé par l'ONU a été organisé pour les habitants du Timor-Oriental, qui ont eu à décider s'ils voulaient continuer à faire partie de l'Indonésie (mais avec une autonomie spéciale) ou amorcer le processus pour devenir un pays indépendant et ils ont majoritairement voté pour l'indépendance. Cependant, ce résultat a donné lieu à la reprise des conflits sur le territoire, des milices pro-Indonésie, appuyées dans certains cas par des militaires indonésiens, incendiant des maisons,

assassinant des civils et créant des troubles qui ont donné lieu au déplacement de 500 000 à 700 000 personnes. Même des membres de la mission d'aide des Nations Unies ont fait l'objet d'attaques.

RÉACTION MONDIALE

En raison des pressions internationales croissantes auprès de l'Indonésie afin qu'elle cesse la violence, le pays a accepté une offre d'aide des Nations Unies. Une force multinationale autorisée par l'ONU, dirigée par l'Australie et dont le Canada était membre, s'est rendue sur place en 1999 afin de rétablir la paix et la sécurité au Timor-Oriental, de protéger la mission de l'ONU existante, de l'aider à accomplir ses tâches et de faire en sorte que l'aide humanitaire indispensable parvienne aux citoyens.

Les contributions principales du Canada aux missions de paix internationales au Timor-Oriental se sont faites au début de ces efforts, dans les derniers mois de 1999. Le Canada s'était engagé à envoyer le NCSM Protecteur, une compagnie d'infanterie et des avions de transport afin d'appuyer la mission. Les quelque 600 membres des Forces armées canadiennes dépêchés dans la région à ce moment ont tenu des rôles importants, comme d'assurer la sécurité, de construire un camp, de réparer des installations locales, de maintenir l'approvisionnement de la force opérationnelle navale et ainsi de suite. Les membres des Forces armées canadiennes ont également pu aider la population par le biais de projets d'aide humanitaire et de projets de renforcement national.

Le 3^e bataillon, Royal 22^e Régiment a dépêché 250 soldats auprès des Forces armées canadiennes. Leur rôle principal consistait à patrouiller un vaste territoire s'étendant d'Ainaro, à l'est, à Suai, à l'ouest. Les soldats ont aussi réparé une école et un hôpital, distribué des

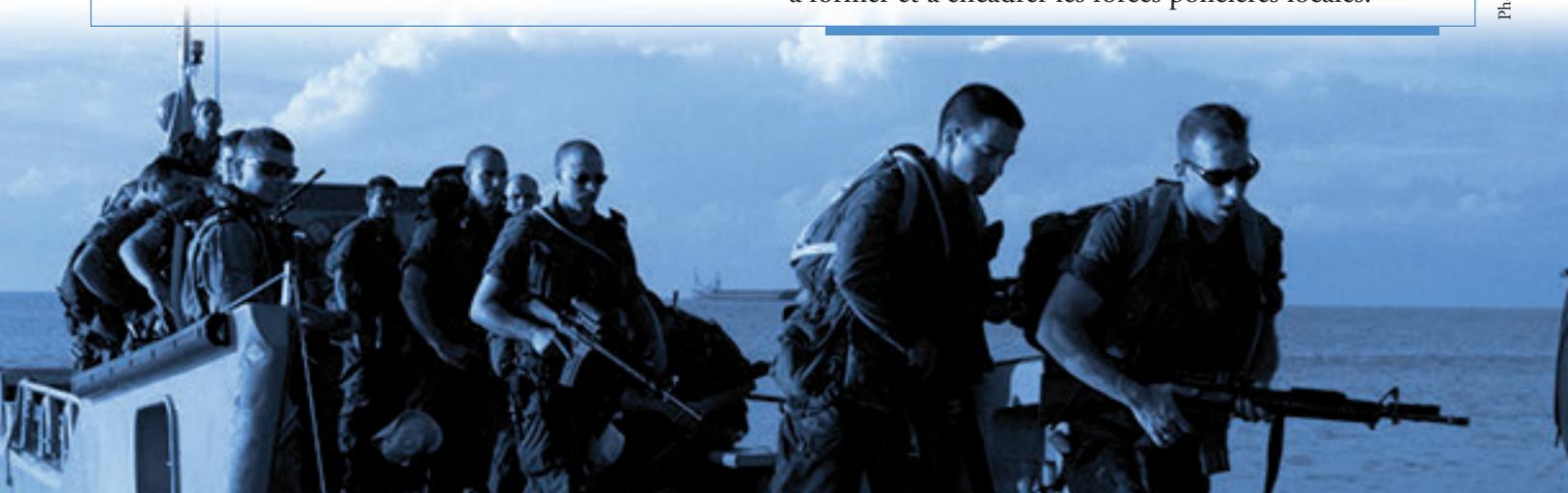
produits d'hygiène fondamentaux, des vêtements et des conteneurs, et enseigné un peu d'anglais.

Une composante importante des efforts canadiens dans la région s'est constituée du travail de la Force opérationnelle de transport aérien, composée de deux avions Hercules et de plus de 100 militaires. De septembre à novembre 1999, les Canadiens ont transporté environ un million de kilogrammes de cargaisons et plus de 2 000 passagers entre l'Australie et le Timor-Oriental. En outre, les hélicoptères Sea King du NCSM Protecteur ont transporté plusieurs missions d'approvisionnement du navire à différents endroits le long de la côte. Après cette contribution considérable au début de la mission, le niveau de la participation militaire du Canada au Timor-Oriental a été abaissé.

Les casques bleus exerçant une influence stabilisatrice sur la région, la situation politique s'est améliorée. Le nouveau gouvernement indonésien a finalement reconnu l'indépendance du Timor-Oriental, a retiré ses troupes et a renoncé à revendiquer la région. Le Timor-Oriental a organisé des élections démocratiques et est finalement devenu un pays indépendant, le Timor-Leste, en 2002. Les forces de l'ONU sont cependant restées jusqu'en mai 2005 pour aider à maintenir la sécurité du pays pendant sa transition durement gagnée vers la pleine autonomie nationale.

FAITS ET CHIFFRES

- À certains moments, le contingent international total de l'ONU comptait plus de 10 000 hommes et femmes, y compris des policiers civils.
- En plus des 650 membres des Forces armées canadiennes qui se sont rendus au Timor-Oriental pour un déploiement de six mois, un contingent de plus de 15 policiers civils canadiens y a servi au Timor-Leste, aidant à former et à encadrer les forces policières locales.



HÉROÏSME ET BRAVOURE

Un groupe de sapeurs d'ingénieurs canadiens a remis en état l'électricité, la plomberie et l'approvisionnement en eau d'une école de police du Timor-Oriental, en plus de rénover trois immeubles importants du complexe de l'école, afin de les utiliser comme classes, bureaux et casernes pour les aspirants-policiers.

Les marins canadiens du NCSM Protecteur ont approvisionné les forces multinationales en carburant, en nourriture, en pièces de rechange et en autres matériels. Ils se sont également joints aux agents de la GRC attachés à la mission de maintien de la paix pour aider à rénover l'école de police et un commissariat de police du centre-ville.

SACRIFICES

La longue expérience du Canada en matière de missions de paix est telle que ses militaires sont très recherchés lorsqu'une situation urgente se présente. En effet, de bien des façons, les membres des Forces armées canadiennes qui participent à des efforts internationaux de paix et de soutien humanitaire comme ceux du Timor-Oriental servent d'ambassadeurs du Canada et le représentent dans les pays en difficulté. Ces hommes et ces femmes proposent un vaste éventail d'expertise et, en mettant à profit à la fois des compétences propres au temps de guerre et des compétences propres au temps de paix, ils arrivent à réaliser toutes sortes de tâches importantes. Participer à une mission de paix demeure toutefois dangereux. Les membres des Forces armées canadiennes qui ont aidé à mettre fin au conflit et à soulager les souffrances des habitants du Timor-Oriental l'ont fait au péril de leur vie. Près de 25 casques bleus internationaux ont perdu la leur lors de missions de l'ONU au Timor-Oriental, mais aucun d'eux n'était canadien. Il demeure qu'environ 130 Canadiens sont morts au cours d'opérations à l'étranger ayant pour but

d'aider les habitants de lieux dévastés par les conflits. Nombre d'autres ont subi des blessures dans le cadre de ces efforts.

PROGRAMME LE CANADA SE SOUVIENT

Le programme Le Canada se souvient d'Anciens Combattants Canada incite les Canadiens et les Canadiennes à se renseigner sur les sacrifices et les réalisations de tous ceux et celles qui ont servi et qui continuent de servir leur pays en temps de guerre et de paix. Il invite aussi les citoyens à prendre part aux activités commémoratives qui aident à préserver l'héritage qu'ils nous ont légué et à le transmettre aux générations à venir.

Pour en apprendre davantage sur le rôle qu'a joué le Canada durant les missions de soutien de la paix, consultez le site Web d'Anciens Combattants Canada à l'adresse veterans.gc.ca ou composez, sans frais, le **1-866-522-2022**.

POUR EN SAVOIR DAVANTAGE

- Anciens Combattants Canada : veterans.gc.ca
- Passerelle pour l'histoire militaire canadienne : www.cmhg.gc.ca
- Association de vétérans du maintien de la paix : www.cpva.ca/index_f.htm
- Association canadienne des vétérans des forces de la paix pour les Nations Unies : www.cavunp.org/index_f.html
- Légion royale canadienne : www.legion.ca

Cette publication est disponible dans d'autres formats sur demande.

